

# Chauvinisme et gauche fuschia

## *Ni communautarisme, ni souverainisme*

La campagne Montebourg a abouti à un certain nombre de polémiques sur lesquelles on reviendra. À cette occasion D. Collin a donc publié un texte<sup>1</sup> récapitulant les conceptions qu'il défend. Il semble utile de les discuter sérieusement.

D'où ces brèves notes.

## Une conception « innovante » de l'internationalisme

Pour Collin,

« (...) l'internationalisme ne s'oppose nullement aux nations. Les décérébrés de la nouvelle gauche fuschia liquéfiée peuvent le croire, car, en bons représentants de la gauche du capital, ils sont favorables à l'écrasement des nations et à un mondialisme sans frontières, nécessaire au capital dont le mouvement vise à éliminer toutes les bornes à son développement ».

Relisons donc déjà, un fragment du texte fondateur de cet internationalisme. Le *Manifeste du parti communiste* affirme donc :

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ».

On voit déjà que Marx et Engels appartenaient au camp des décérébrés qui sont l'objet de la sollicitude de Collin.

## À propos de la Première Internationale

« L'internationalisme, celui de l'Association Internationale des travailleurs, affirme (1) que les prolétaires de tous les pays doivent s'unir pour renverser le mode de production capitaliste et (2) qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. Donc l'internationalisme concrètement s'oppose à la guerre, à toutes les formes d'impérialisme et à tout ce qui empêche les peuples de devenir les maîtres de leur destin. Voilà pourquoi, lors de sa première réunion en 1864, l'Association internationale des travailleurs se prononça pour l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande ».

écrit Collin, et c'est indiscutable.

Contrairement à ce que croient de pseudo-internationalistes, dès le *Manifeste*, Marx-Engels ont défendu une orientation visant à combiner lutte de classe et insertion dans le mouvement menant à l'établissement d'États nationaux, avant tout en Europe. Selon Engels,

1 D. Collin : *Internationalisme, immigration et intersectionnalité*. Site *La sociale*.

« L'ère des *véritables* républiques européennes datera du 4 septembre, ou plutôt du jour de Sedan (...). Désormais, la classe ouvrière ne peut plus se faire d'illusions sur ce qu'est la république : la forme d'État où la domination de la bourgeoisie prend son expression ultime, vraiment accomplie. Dans la république moderne, on instaure enfin l'égalité politique pure, égalité encore soumise dans toutes les monarchies à certaines restrictions (...).

(...) si elle est la forme accomplie de la domination de la bourgeoisie, la république moderne est en même temps la forme d'État où la lutte de classe se débarrasse de ses dernières entraves et où se prépare son terrain de lutte. » (Engels, *La République en Espagne*, 1873)

Dès lors, on peut comprendre la politique prônée par les communistes dès 1847 :

« (...) En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit, dans une révolution agraire, la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti qui fit, en 1846, l'insurrection de Cracovie.

En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie » (*Manifeste du parti communiste*) ».

Encore faut-il préciser que pour Marx et Engels, cette activité devait se mener dans la plus stricte indépendance vis-à-vis des démocrates et nationalistes bourgeois.

« ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner - par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques - de l'organisation autonome du parti du prolétariat ». (*Adresse du comité Central à la ligue des communistes*, 1850).

Tout ceci ne fait pas débat avec Collin. Malheureusement, dans son texte, il ajoute cette remarque terriblement significative

« Voilà aussi pourquoi on trouvait en son sein des partisans de l'unité italienne comme Mazzini et ses amis ».

(On sait que Mazzini fut l'un des leaders du mouvement menant à l'indépendance italienne, étranger au mouvement ouvrier – il fut notamment l'inventeur du slogan nationaliste « Dieu et le Peuple »...)

Et en fait, il suffit de se reporter à la correspondance Marx-Engels pour mesurer combien Marx tenait ledit Mazzini en piètre estime<sup>2</sup>. Il est vrai que l'AIT accueillit dans ses premiers mois divers groupes démocratiques, étrangers au mouvement ouvrier. La clarification se fit rapidement (dès 1865), et ils furent éjectés de l'Internationale<sup>3</sup>.

Dans une étude sur l'Internationale déjà ancienne, P. Fougeyrollas, affirmait que Marx

« se heurte d'emblée aux nationalistes petits-bourgeois émigrés du continent européen, et, parmi eux, à Mazzini, qui cherche à construire une organisation de conspirateurs (...)

---

2 Lettre de Marx, 14.XI.1864.

3 Lettre de Marx, 11.IV.1865.

(...) son action (celle de Marx – NR) militante et dirigeante n'a cessé d'être dirigée contre un tel autoritarisme dont Mazzini et ses amis ont été dans l'Internationale, les premiers représentants »<sup>4</sup>.

Bref, contrairement à ce qu'écrit Collin, les conceptions de Mazzini, le nationalisme, n'avaient pas place dans une organisation de classe telle que l'AIT.

Pour réconcilier marxistes et chauvins, Collin devra donc se trouver d'autres témoins de moralité que Marx-Engels...

## L'internationalisme aujourd'hui

Répetons-le : les marxistes étaient donc partie prenante des combats pour constituer des États nationaux lors de la phase ascendante du capitalisme. En France, durant ces années, le mouvement socialiste agit souvent de concert avec les radicaux sous le drapeau de la défense de la République.

Et les acquis qui s'y cristallisent (par exemple la laïcité, qui protège en partie la jeunesse du bourrage de crânes bigot) sont des acquis de civilisation qui demandent à être défendus bec et ongles. Étant entendu que les pseudo-laïques (ex. : Printemps Républicain, voire pire) qui n'ont aucune objection aux prébendes dont bénéficient les curés (ex. : la loi Debré) usurent le terme de laïque.

Mais nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> siècle. Dès le début du XX<sup>e</sup> (après l'affaire Dreyfus), la République est stabilisée. Dans de nombreux pays se sont construits des États nationaux plus ou moins achevés. On est entré dans l'époque de l'impérialisme, celle où plus aucune alliance n'est envisageable entre mouvement ouvrier et bourgeoisie. Avec le mouvement communiste, c'est une autre tactique, de combat frontal contre toute la bourgeoisie qui s'impose désormais. Pour paraphraser Engels, « la lutte de classe s'est débarrassée de ses dernières entraves ».

Sans entrer dans le détail, une des contradictions marquantes de l'impérialisme à partir du XX<sup>e</sup> siècle est celle existant entre le caractère de plus en plus internationalisé des processus productifs et le maintien de frontières nationales, avec le maquis juridique, linguistique, etc. qui l'accompagne, surtout en Europe. Constater ce simple facteur ne fait pas de nous de ces bobos eurobéats que semble tant apprécier Collin.

Il y a même plus. L'incapacité des bourgeoisies de dépasser leurs antagonismes nationaux vient encore de s'illustrer lors de la COP26. Leur incapacité à prendre les décisions aptes à préserver la planète est un des pires actes d'accusation qu'on puisse formuler à leur égard. Qu'on le veuille ou pas, la condition pour prendre les mesures qui s'imposent, forcément planétaires, c'est justement de rompre avec ce système du profit privé, avec le capitalisme et les États qui l'accompagnent, leur fonctionnement. Internationalisme et anticapitalisme ne sont pas séparables.

Malheureusement, Collin fait quant à lui le contresens suivant :

« Défendre l'internationalisme aujourd'hui, c'est défendre les droits des nations, le droit de vivre démocratiquement, c'est-à-dire d'être « maîtres chez soi ».

Autrement dit, ce qu'il défend, c'est tout simplement une forme de repli national, *le nationalisme*, (« être maître chez soi »... Faut-il vraiment apprendre à Collin qui s'exprime ainsi d'ordinaire ?). L'internationaliste authentique, lui, se situe dans la perspective du dépassement des frontières nationales aux profits d'entités plus vastes, à l'image de ce qu'écrivait Marx dès le *Manifeste*. L'accusation principale qu'on peut porter contre le Capitalisme, c'est justement son incapacité à dépasser les barrières nationales.

---

4 P. Fougeryollas, *l'héritage de l'AIT, La Vérité* n°583.

## La question de l'immigration

Avec de telles conceptions, on comprendra aisément que Collin soutienne A. Montebourg, dont la candidature, si on en croit la Presse, vise à rassembler les souverainistes de tous bords, de droite comme de gauche. Collin devrait donc méditer ces lignes de Marx, où il recommande de veiller

« À ce que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la Ligue (...). Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrer leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti » (Marx, *Adresse...*).

En tout cas, on sait que le candidat a laissé passer une proposition visant à

« bloquer temporairement les transferts d'argent particuliers vers les pays qui ne coopèrent pas avec la France pour faire appliquer les Obligations de Quitter le Territoire Français »

En clair : il serait nécessaire de durcir la politique menée par Darmanin et ses sbires. Ultérieurement, on a découvert que cette punition collective à l'encontre des populations étrangères avait été conçue par des membres de l'équipe de campagne du candidat qui se réclament de Sarkozy (Montebourg l'a désavoué). Tout ceci ne fait que confirmer que le candidat de la pseudo « remontada » n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier, même s'il fut naguère socialiste.

C'est dans ce contexte qu'a été écrite la partie du texte de Collin relative à l'immigration. Il regrette en effet qu'on ne puisse discuter la question de l'immigration sans l'hystériser. Malheureusement, lorsqu'on le lit, on en finit plutôt par se dire que le terrain est des plus glissants.

Sa partie du texte relative à l'immigration commence pourtant plutôt bien (mais pour finir très mal). Collin rejoint des gens comme Fr. Chesnais pour affirmer que l'une des caractéristiques de l'époque ouverte durant la décennie 80 est que les prolétaires y sont mis en concurrence à l'échelle internationale, pour le plus grand profit des capitalistes. Les protections nationales sont considérablement affaiblies, voire démantelées. A ceci s'ajoute l'effet de la réintégration dans le marché mondial des centaines de milliers d'ouvriers chinois, tenus en laisse par une dictature qui n'a rien de « communiste ».

Au sein même de l'UE, la question du travail détaché est du même ordre, et illustre bien la nature de l'Union Européenne : outil au service des exploiters de toutes sortes, et certainement pas embryon d'Europe unie<sup>5</sup>.

Tout le problème réside dans les conclusions qu'en tire l'auteur. Selon lui

« Quand la droite et l'extrême droite s'en prennent à l'immigration, c'est un miroir aux alouettes (...)

« Il faudrait donc arrêter l'immigration ou ne l'autoriser qu'avec l'accord explicite des organisations de travailleurs. (...)

On nous dira : il faut seulement exiger que les travailleurs immigrés soient embauchés dans les mêmes conditions que les travailleurs locaux. C'est une mauvaise blague qui fait l'impasse sur l'immigration clandestine (...).

---

<sup>5</sup> Par contre l'UE n'est en aucun cas, l'outil de « destruction des nations » que nous décrivent les souverainistes. Depuis les 60 ans qu'existe l'UE, on a eu le temps de vérifier que les bourgeoisies d'Europe sont bien incapables de mener une telle tâche.

Qualifier la politique de Darmanin & co comme « un miroir aux alouettes » - voilà qui est pour le moins problématique.

Et au risque de passer pour un mauvais blagueur aux yeux de Collin, je demeure opposé à la remise en cause du principe de solidarité internationale des travailleurs et de liberté de circulation. Quoiqu'il en dise, les valeurs, ça existe.

Il est par contre nécessaire de protéger les salariés contre les pressions à la baisse des salaires qu'amène le développement de l'immigration clandestine et la précarisation du Travail en général. Il suffirait déjà d'appliquer rigoureusement le code du Travail dans des secteurs comme la restauration, d'obliger les trusts de la livraison à salarier leurs employés, etc.

Notons pour finir que rien n'est dit sur la nécessité d'accorder des droits politiques aux immigrés...

## Assimilation/intégration

Plus loin, Collin préconise aussi de

« proposer aux immigrés légaux un contrat sécurité sur le long terme, visant, s'ils souhaitent rester, à l'assimilation dans notre pays (notamment avec l'apprentissage de la langue française et un engagement à respecter les principes et les mœurs de notre pays.) »

Sans doute Collin l'a-t-il oublié, mais le mot « assimilation » n'a rien de neutre :

« Il y a une quinzaine d'années, le mot « assimilation » fleurait bon la III<sup>e</sup> République. Il était associé aux politiques menées dans les colonies – on parlait alors volontiers d'« *assimilation coloniale* » – ou aux débats de l'entre-deux-guerres sur l'accès à la nationalité – une circulaire de 1927 la définissait comme « *l'absorption plus complète et parfaite des éléments étrangers dans la nation* » (*Le Monde*, 11.XI.2016).

D'où :

« D'un point de vue théorique, le concept d'assimilation renvoie à l'abandon total de la culture d'origine de l'immigrant, alors que le terme d'intégration admet la possibilité de rester attaché à sa culture d'origine en intériorisant les normes de comportement d'une société » (Fondation Robert Schuman).

On ne sera donc pas surpris de trouver dans les « 11 propositions sur l'immigration » de la candidate Péresse celle de

« subordonner la nationalité française à une preuve d'assimilation » (*Le Figaro*, 25.X.2022)

On comprendra donc aisément que la valeur de gauche est celle de la défense d'une politique *d'intégration*, fraternelle et ouverte, à l'opposé de la stigmatisation. Ensuite, à charge pour les services publics (en premier lieu : l'École) d'encourager les nouveaux arrivants à jouer la convergence, et non la différenciation, la division.

« Ce sont les réactionnaires qui situent la liberté vraie dans l'individualité, dans le particularisme des individus, des localités, des provinces... » (Marx-Engels, *L'idéologie allemande*)

C'est d'ailleurs sur ce plan que ce qui reste du mouvement ouvrier a un rôle (réel) à jouer.

## « Racisme de gauche », intersectionnalité

On pourra plus facilement se retrouver dans ce qu'écrit Collin sur l'apparition de ce qu'il désigne comme un « racisme anti-blancs ». Plus prudemment, on préférera le terme d'ethno-différentialisme. Mais le fait qu'une offensive est en cours pour déplacer les clivages politiques du terrain social vers celui des antagonismes de race ou de genre est indiscutable.

Complétons néanmoins sur un point, avec lequel Collin sera sans doute d'accord. L'apparition de ces courants est avant tout la composante d'une offensive générale contre le marxisme. Ce dont il est fondamentalement question, c'est de substituer à la lutte (de classe) contre l'exploitation capitaliste une agitation visant les « dominations » (de genre, raciales, etc.). On quitte le terrain du matérialisme pour celui de l'idéologie, de la représentation. D'où le recours à divers théoriciens anti-marxistes patentés, en premier lieu Foucault.

Et dans ce schéma, l'ennemi principal cesse d'être la classe capitaliste et son État. L'ennemi devient le dominant, l'Homme, le Blanc, l'Hétérosexuel, etc. On a affaire à une authentique politique de division du monde du Travail selon le sexe, les origines, etc.

La construction des conceptions intersectionnelles participe de cette offensive, et les démonstrations de Collin sont un point fort du texte. Ajoutons simplement un aspect. On sait que les principes de cette méthode ont été posés par une juriste, K. Crenshaw dans un article intitulé « Cartographie des marges » qui fonde le soi-disant « *black feminism* ».

Que Crenshaw ne se retrouve pas dans le « féminisme » dominant se comprend aisément. Ce féminisme nord-américain est de nos jours largement dominé par des femmes appartenant aux classes privilégiées, et très souvent liées aux démocrates. On imagine l'intérêt que portent ces courants à la situation des femmes afro-américaines...

Tout le drame est que dans son article, Crenshaw élude totalement les conditions sociales, le socle sur laquelle se fonde l'oppression dont sont victimes les afro-américaines. Ne reste dans ces conditions qu'une longue discussion sur l'articulation entre racisme et oppression des femmes, souvent juridique. Mais l'essentiel, l'exploitation capitaliste, la nécessité d'une politique de convergence du combat social et contre l'oppression dont les femmes sont victimes, les conditions de l'articulation de ces combats, est absent de sa réflexion.

## Conclusion

Comme on l'a vu, le texte de D. Collin tend à dénaturer le marxisme, notamment ses valeurs internationalistes.

A l'heure où ce texte est écrit, les provocations communautaristes et l'effondrement en cours du mouvement ouvrier, permettent le déploiement d'incontestables campagnes anti-immigrés. A l'évidence, la détestable campagne sécuritaire de Roussel (PCF), la tonalité chauvine de celle de Montebourg en témoignent.

Malheureusement, force est de constater que le texte de D. Collin emboîte le pas à ces dérives. On ne peut que le regretter.

P. Morsu  
15.XI.2021